

Ils ont marché et dansé pour les libertés

À Nantes, 1 700 personnes ont dit non à la proposition de loi, dite de sécurité globale. Parmi les manifestants, une majorité de teufeurs, venus défendre la liberté de danser.

Au plus fort du rassemblement, le sixième à Nantes, pour dire non au projet de loi dite de sécurité globale, plus de 1 700 personnes, ont cheminé et pour plusieurs centaines d'entre eux, dansé sous la pluie, hier après-midi.

« **Nous sommes là pour les libertés et la démocratie** », précise une manifestante. Emmanuelle, elle, exhibe une affiche avec ces mots, « **Honte aux 388 députés dont ceux du 44 qui ont voté contre nos libertés.** » Le projet de loi après être passé devant l'Assemblée nationale doit être présenté au Sénat en mars.

Pour tous les participants, la proposition de loi est dangereuse, « **car elle instaure une surveillance généralisée, de toute la population et porte atteinte à la liberté de la presse** », estime Philippe Legrand de la Ligue des droits de l'homme. Entre autres, l'usage de drones et la reconnaissance faciale lui font craindre des dérapages pour « **intimider et dissuader les gens de manifester** ».

Alors que des bourrasques balayent le pont Anne-de-Bretagne, des représentants de six organisations syndicales (CGT, FO, FSU, Solidaires, Syndicat des avocats de France et Syndicat national des journalistes), ont dit pourquoi à leurs yeux, il faut rejeter, ce texte, en bloc. Des associations – près d'une vingtaine appelaient à la manifestation – ont aussi pris la parole. Parmi elles, la Libre pensée qui pointe du doigt « **des décrets publiés en décembre, permettant, selon elle, de fichier des personnes en raison de leurs « opi-**



Parmi les manifestants une majorité de teufeurs venus défendre la liberté de danser et de faire la fête.

PHOTO : OUEST-FRANCE

nions » politiques, de leurs convictions religieuses ou philosophiques. »

Défenseurs des Free partys

Les défenseurs des Free partys ont grossi les rangs. Venus avec des enceintes posées sur des fourgonnettes, ils se battent pour la liberté de faire la fête. Ils protestent contre l'arrestation, après une rave party,

dans la région rennaise, de plusieurs personnes qui risquent jusqu'à dix ans de prison, pour avoir organisé une fête interdite en ces temps de Covid.

Sur les flancs d'une camionnette, une grande bâche bleue, pour le droit de faire la fête et contre la violence, avec ces mots en blanc : « **Nous voulons danser ; nous voulons notre liberté ; vous voulez vous confronter.**

Vos désirs font désordre. »

Au son de la techno, la manifestation a été pacifique, presque jusqu'au bout. Des jets de projectiles, par une poignée de personnes, ont provoqué une réaction des forces de l'ordre, avec gaz lacrymogènes. Il y a eu une interpellation et quatre policiers contusionnés.

Philippe GAMBERT.

À Saint-Nazaire, la pluie douche la manif'

« Des caméras et des drones pour contrôler les manifestants. » Sous la pluie et le vent, les tracts s'envolent, mais au micro, le syndicaliste tient bon pour comparer les lois de « sécurité globale » au monde de 1984 d'Orwell. Environ 150 personnes se sont rassemblées, ce samedi 30 janvier, à 15 h, sur l'esplanade des Droits-de-l'Homme à Saint-Nazaire.

Il y a deux semaines, répondant toujours à un appel national, ils étaient environ 250 dans la rue. Cette fois, la météo a encore un peu plus freiné les ardeurs.

Autour du dragon, le parc pour enfants, ils répondaient à l'appel lancé par différentes organisations. Syndicats CGT, FO, FSU, solidaires, mais aussi Attac, Mrap ou Mouvement de la paix, notamment.

Dans le groupe, divers drapeaux

représentants ces mouvements, de la CGT à celui de la Bretagne, mais aussi ceux du collectif Liberté enfants 44, contre le port obligatoire du masque pour les enfants à l'école. Pas vraiment invité selon un organisateur, alors qu'au micro, la CGT appelle au « respect des gestes barrières »...

Après une petite heure sous les parapluies, ou réfugiés sous les devantures des magasins, à diffuser quelques tracts, certains manifestants ont défilé quelques centaines de mètres jusqu'à l'hôtel de ville.

À 16 h, à cet endroit, un autre rassemblement s'est tenu, en partie avec les mêmes personnes, à la suite de l'appel lancé par le collectif Urgence sociale, créé après l'évacuation du squat Géronimo, dans une résidence HLM, en janvier.

Matthieu MARIN.



Environ 150 personnes rassemblées place des Droits-de-l'Homme, à Saint-Nazaire, hier, pour dire non à la loi « sécurité globale ».

PHOTO : OUEST-FRANCE